

Commission EDUCATION et FORMATION PROFESSIONNELLE De Coordination SUD

Document de positionnement en vue des RDV G8 2009

- 1) Contexte du secteur concerné / Crise
- 2) Positions passées du G8 à ce sujet
- 3) Positions générales de la commission sur le sujet
- 4) Positions détaillées s'inscrivant dans le contexte de négociations pouvant faire l'objet d'une prise de position dans l'enceinte des négociations en cours (amendements, paragraphes...)

Education - dans l'agenda G8 :

Le développement de l'Afrique autour de 4 enjeux (sécurité alimentaire, santé globale, eau et éducation)

1) Contexte du secteur concerné / Crise

Une crise financière doublée d'une crise sociale : **le rôle de l'éducation est encore plus crucial** car cette crise fait partie des conséquences directes du manque d'investissement dans l'éducation, la formation des jeunes et des adultes.

En effet l'éducation est un vrai levier pour atteindre l'ensemble des OMD (accès aux soins, égalité des femmes/hommes, exercice de la Démocratie et d'une citoyenneté active).

Mais surtout, en ce contexte de crise, il est important de noter que l'éducation permet aux individus de se doter de connaissances et ainsi d'obtenir des emplois plus qualifiés et d'augmenter leurs revenus (une seule année de scolarité peut engendrer une hausse de 10 à 20% des revenus futurs d'une jeune fille). Il n'est maintenant plus à prouver que l'augmentation de l'enrôlement à l'école va de pair avec l'amélioration des performances économiques, tant au niveau de l'individu qu'au niveau de la société. Pour toutes ses raisons, et pour un développement viable et durable, il est nécessaire que les efforts allant dans le sens de l'Education Pour tous soient soutenus.

L'aide à l'éducation de base a déjà baissé de 4.5 milliards de USD par an, quand il en faudrait 16 milliards pour assurer l'Education Pour Tous (EPT- programme complet autour des 6 objectifs de Dakar)

- les pays riches et la France doivent s'acquitter de manière prévisible de leur quote- part complète de financement de l'EPT qui s'élève à 16 milliards \$ USD par an. (Soit pour la France = 1.04 milliard \$ USD) (en 2006, la France avait versé moins de 30% de cet engagement).
- Or la réduction des revenus intérieurs risque d'entraîner une chute des investissements publics et des budgets domestiques consacrés à l'Education. (L'UNESCO prévoit une chute de revenus de 20% par habitant pour les populations fragilisées en Afrique notamment).
- Nous demandons, afin de satisfaire les objectifs d'aide fixés en 2005, l'ajout de 4.5 milliards \$ USD supplémentaires par an pour combler le déficit causé par les réductions de PNB. (CME)
- Les institutions financières internationales (dont le FMI) doivent entreprendre des réformes de gouvernance pour laisser davantage d'expression aux pays les plus touchés dans leurs initiatives et d'assurer ainsi une plus grande équité.

2) Positions passées du G8 à ce sujet

Dans le cadre de la déclaration sur le développement et l'Afrique du G8 à Hokkaido en 2008, deux paragraphes sur l'Education mettent en exergue un certain nombre de domaines prioritaires. Il a reconnu la nécessité de prêter attention aux enseignants, à la qualité de l'éducation et à l'inclusion des personnes défavorisées et des enfants marginalisés, en particulier dans les Etats fragiles et en proie à des conflits.

Il a reconnu l'importance, au delà de la priorité à donner à l'enseignement primaire, d'une approche globale de l'éducation allant de l'éducation post-primaire à l'apprentissage tout au long

de la vie, thèmes chers portés par la Commission Education- Formation Professionnelle de Coordination SUD : la formation tout au long de la vie et l'approche holiste du système éducatif : une éducation de base pour tous, suivie de proposition de formations supérieures en cohérence avec les besoins sociaux et économiques des sociétés.

Plus concrètement : les pays du G8 se sont engagés à combler le déficit de financement 2008 pour les pays élus à l'Initiative de Mise en œuvre accélérée (Fast Track Initiative) d'un montant de 1 milliard de dollars, avec présentation au prochain Sommet des progrès accomplis.

A noter que l'omission dans la déclaration 2008 de la promesse qu'«aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Education Pour Tous ne doit échouer faute de ressources » était un recul inquiétant de libellé au regard des précédents communiqués.

3) Positions générales de la commission sur le sujet

- réaffirmer et faire figurer dans la Déclaration du prochain G8 qu'« aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Education Pour Tous ne doit échouer faute de ressources ». Les pays du G8 ont la responsabilité de mettre en œuvre l'Education de qualité pour Toutes et Tous d'ici 2015. Au delà de l'Education de base et l'objectif d'universalisation de l'éducation primaire, l'Education doit être réaffirmée dans son acceptation globale : droit à l'éducation et à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie, accès aux dispositifs éducatifs pour la petite enfance, alphabétisation et acquisition des compétences nécessaires à la vie courante pour les jeunes et les adultes...
- Dans ce but, les pays du G8 doivent s'engager à verser un minimum de 16 milliards de dollars par an d'aide en faveur de l'Education Pour Tous et la France, sa quote-part de 1.16 milliards de \$ USD (CAD 2007).
- Les ONG françaises, réunies dans la Commission Education Formation Professionnelle de Coordination SUD, n'ont pas oublié la promesse de notre chef d'Etat du 27 mars 2008 : l'initiative franco- britannique pour la scolarisation de 16 millions d'enfants d'ici en 2010.
Nous sommes toujours en attente d'informations et de retours concrets sur les moyens alloués pour la réalisation de cet engagement.
- Soutenir l'objectif d'« Education pour tous » (EPT) notamment en confirmant l'engagement des pays du G8 dans l'initiative Fast Track et donc dans un mécanisme de canalisation de l'APD internationale en fonction des plans nationaux du programme EPT.
- Se mobiliser contre la pénurie dramatique de ressources humaines, en commençant par un investissement massif dans **la formation et le recrutement de personnels éducatifs et des enseignants**. Selon l'UNESCO, il manque 18 millions d'enseignants pour réaliser l'objectif d'une éducation pour tous d'ici à 2015, dont 4 millions uniquement pour réaliser une scolarité primaire universelle.
- Augmenter la part de leur aide publique consacrée au renforcement des systèmes éducatifs de base et, ainsi, respecter l'engagement pris lors de la Conférence des Nations unies à Copenhague en 1995 de consacrer **20% de l'APD**, contre 10% aujourd'hui, aux **services sociaux**.
- Par ailleurs, la coopération éducative et l'aide des pays du G8 doit devenir plus lisible, plus transparente et plus prévisible, pour permettre aux gouvernements d'élaborer des politiques publiques à long terme, c'est-à-dire couvrant une période d'au moins 10 ans.
- **La France notamment doit faire de réels efforts pour rendre son APD sectorielle transparente et réelle** : même si la France est dans la tête des pays riches les + généreux sur son aide à l'éducation, il s'agit de son aide officielle. On sait après examen (et soustraction de nombreux agrégats comptabilisés dans cette aide : écolage, annulation de dette, frais de scolarité des étudiants étrangers en France...), que la France consacre au final peu de son aide réelle pour le renforcement des systèmes éducatifs de base sur le terrain.

- Enfin, grâce à leurs programmes de coopération, les pays du G8 doivent œuvrer à la fois pour une suppression des frais de scolarité dans les systèmes éducatifs des pays pauvres et pour une amélioration de la qualité des systèmes actuels.
- Le G8, qui a un devoir de redevabilité, doit mettre en place un observatoire permanent portant sur ses engagements financiers et ses décaissements en faveur de l'éducation des pays et permettant la publication d'un rapport annuel sur les avancées de la perspective EPT. (à l'instar du rapport suivi du G8 dans le domaine de la Santé).
- Placer l'inclusion au cœur de la planification de l'éducation de base et promouvoir un système éducatif qui vise à répondre aux besoins de tous les enfants (les filles, les enfants issus de minorités ethniques, de familles en difficulté financière ou de familles nomades, des enfants ayant des déficiences sensorielles, physiques ou intellectuelles). Il faut admettre que chaque enfant peut s'instruire en fonction d'un schéma spécifique correspondant à sa capacité de développement.

4) Positions détaillées s'inscrivant dans le contexte de négociations pouvant faire l'objet d'une prise de position dans l'enceinte des négociations en cours (amendements, paragraphes...)

Le G8 à venir menace de nombreux engagements précédents ou des promesses d'engagements encore non honorés qui, par une non réitération, risquent d'être délibérément oubliés :

- La promesse qu' « aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Education Pour Tous ne doit échouer faute de ressources » serait à nouveau enterrée ?
- La réitération des 16 milliards USD/an ne serait pas mentionnée ?
- Une omission sur l'engagement précédent concernant les 1 milliards de dollars supplémentaires pour le FTI

Depuis cette déclaration : le FTI a été évalué (Janvier 2009) « Mid term evaluation of the EFA FTI » : seul engagement « éducation » du précédent G8 qui a, au final, eu une suite.

Sur la base de ce rapport, le G8 doit avoir mandat pour réformer l'architecture financière internationale de l'EPT afin de s'assurer que les fonds adéquats soient décaissés à temps pour réaliser les objectifs de 2015.

Des apprentissages de cette évaluation est que le FTI ne remplit pas les fonctions qu'il s'était donné en raison de la faiblesse des pays riches à honorer leurs engagements et ne pèse pas comme d'autres fonds mondiaux existants (UNITAID, FME...). Aussi, ce fond multilatéral ne se donne pas les moyens de la réalisation des objectifs de l'EPT puisqu'il focalise l'aide sur la scolarisation primaire et délaisse ainsi les autres secteurs. Le FTI doit se tourner vers une ambition plus large : celle de couvrir l'ensemble des objectifs de l'Education Pour Tous.

La Campagne Mondiale pour l'Education (CME) milite pour **un Fonds Mondial pour l'Education** (GFE Global Fund for Education) qui s'appuierait sur les éléments positifs du FTI et les ferait évoluer vers des engagements plus ambitieux : le Fonds doit être :

- **indépendant de toute institution financière**
- **consacré à l'ensemble des objectifs de l'EPT** (la qualité de l'éducation doit y être transversale)
- équilibré : bilatéral/multilatéral
- avec un haut niveau de représentation politique
- avec une participation renforcée de la société civile
- avec un système d'évaluation annuel ...